

La Russie dans l'espace post-soviétique

Retour de l'impérialisme russe ou stratégie défensive ?

Louise Amoris Sokoloff

Louise Amoris Sokoloff est diplômée en Relations internationales après un parcours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales. La Russie et l'espace post-soviétique constituent son domaine de spécialité.

« La Russie est une devinette, entourée d'un mystère, à l'intérieur d'une énigme », disait Churchill. Vu depuis l'Europe, le pays semble immense, froid et incompréhensible. Les années Poutine ont permis à cette nation fière de son patrimoine politique de revenir en puissance sur la scène internationale, après une décennie de délitement politique et économique. Cependant de nombreux conflits persistent dans l'espace post-soviétique que le gouvernement russe gère à sa manière, le plus visible étant celui du Donbass, dans l'Est ukrainien. Quelle est la stratégie du gouvernement russe dans ces conflits ? Comment peuvent-ils peser sur la stabilité de l'Union européenne, et quelle doit être la politique des États européens et à leur égard ?

Louise Amoris Sokoloff se penche sur le sujet et apporte un éclairage original sur une situation complexe, appelant l'Union européenne à accepter les limites de son influence et à engager une diplomatie intelligente avec son voisin oriental.

Dans un souci de dialogue entre les différentes gauches, EuroCité donne la parole à des sensibilités politiques diverses. Cet article exprime l'analyse et la parole libres de son auteure, et sa publication ne constitue pas un positionnement de la part de l'équipe d'EuroCité.

Introduction

La paix est souvent présentée comme le plus grand accomplissement de l'Union européenne sur le continent. Pourtant, à y regarder de plus près, cet idéal n'est pas tout à fait atteint. À ses frontières, de nombreux conflits persistent dans l'espace post-soviétique. Les conflits gelés, largement oubliés par la communauté internationale, la guerre civile dans le Donbass, ou encore le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie considérée comme une annexion, toutes ces situations n'ont toujours pas trouvé d'issue. Au sein même de l'Union européenne, on peut douter de cet état de paix, à en juger par le renforcement de la présence de forces de l'OTAN et la multiplication des exercices militaires au lendemain des événements ukrainiens, dans la perspective de se défendre contre celle considérée comme la grande responsable de tous ces maux : la Russie. Cela fait une dizaine d'années qu'on entend souvent parler d'un retour de la menace russe, voire d'une nouvelle guerre froide, dans un contexte de fortes tensions. Depuis le début des années 2000, il est en effet possible d'observer un retour en puissance de la Russie, concordant avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir. Ce grand pays, ancien empire désormais éclaté, demeure un acteur majeur dans l'espace post-soviétique, et lutte pour conserver sa place face à des rivalités d'influences croissantes, en ayant recours à des stratégies largement non-conventionnelles et provocatrices. Pour autant, faut-il comprendre les gestes parfois agressifs du Kremlin de ces dernières années comme un retour de l'impérialisme russe, une volonté de reconquérir son ancien empire, ou bien comme une stratégie révisionniste essentiellement défensive pour se maintenir sur l'échiquier international ? Afin de mieux apprécier les enjeux des conflits gelés pour l'Union européenne, il nous faut avant tout chercher à comprendre les fondements et objectifs principaux de la politique étrangère russe.

L'espace post-soviétique - zone de conflit et de rivalité

Un espace traversé de tensions sécessionnistes

Il en est rarement fait mention au sein de l'UE, mais l'espace post-soviétique constitue une zone forte en conflits et rivalités, et ce depuis la chute de l'URSS, voire avant cette date. La zone est traversée de tensions sécessionnistes fortes face aux Nouveaux États Indépendants (NEI), dont les origines se trouvent dans la période soviétique. La politique soviétique des nationalités, la logique d'emboîtement de territoires autonomes au sein des Républiques de l'URSS et les délimitations administratives devenues des frontières à la chute de l'Union soviétique ne reflétant pas toujours les réalités ethniques ou culturelles, ont été des facteurs essentiels dans la formation de revendications identitaires. Ces dernières ont conduit à des soulèvements séparatistes puis à des déclarations d'indépendance non reconnues par l'État central et par la communauté internationale au début des années 1990, lors de la prise d'indépendance des différents États. Nous comptons aujourd'hui quatre principaux conflits dits « gelés », c'est-à-dire des conflits qui n'ont jamais connu de règlement politique, concernant des territoires aux statuts juridiques incertains et dont la situation s'enlise dans des cessez-le-feu intermittents : l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie en Géorgie, la Transnistrie en Moldavie et le Haut-Karabakh (une enclave disputée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan). À ces derniers s'est ajouté récemment le cas ukrainien depuis les événements en Crimée et au Donbass, qui ont remis sur le devant de la scène la problématique des conflits gelés. Au sein de tous ces conflits, la Russie a eu, et a toujours un rôle à jouer, avec une double casquette d'acteur et de médiateur du conflit. À certains moments, elle adopte une stratégie agitatrice, pour relancer les velléités sécessionnistes au sein de ces territoires, et apporte une aide visible au plan militaire, économique, politique aux entités séparatistes largement pro-russes. En Ossétie du Sud par exemple, les autorités russes sur place ont distribué des passeports russes à la population ainsi que des équipements militaires aux forces sécessionnistes. Mais à d'autres moments, elle agit comme médiatrice dans les processus de paix, tâchant de trouver un règlement au conflit, s'assurant ainsi une place centrale et la conservation de ses intérêts dans la région. Il a souvent été question ces dernières années de ces petits hommes verts en Ukraine, qui auraient agité la population, mettant le feu

aux poudres dans le Donbass.¹ Sans avoir de preuves tangibles de l'origine russe de ces hommes verts, on ne peut cependant manquer de remarquer un schéma agitateur et provocateur similaire dans les différents pays de l'espace post-soviétique. Ainsi, la Russie apparaît aux yeux des Européens comme un acteur au comportement agressif et surnois dont le point culminant fut l'annexion de la Crimée à la Fédération de Russie après le référendum en mars 2014 : un choc pour l'Europe occidentale, les frontières européennes n'ayant plus été modifiées depuis la Seconde Guerre mondiale d'une manière considérée illégale par la majeure partie de la communauté internationale.

Ci-dessous : Les conflits gelés dans l'espace post-soviétique.



Carte créée par Thomas Merle, reproduite ici avec autorisation de l'auteur.

¹ L'appellation « petits hommes verts » a été donnée aux soldats sans insigne présents sur le territoire ukrainien lors de la montée des tensions, et présumés russes.

https://www.lemonde.fr/international/article/2014/08/28/des-soldats-russes-combattent-l-armee-ukrainienne-dans-l-est-du-pays_4478006_3210.html

Un espace de rivalité entre la Russie et l'Occident

Au-delà de ces tensions internes aux Nouveaux États indépendants, l'espace post-soviétique est également traversé par de fortes rivalités d'influence entre l'Occident et la Russie. En effet, l'Union européenne et la Russie, se considérant chacune comme un pôle de puissance, partagent une zone d'influence (parmi d'autres), d'autant plus depuis l'élargissement de l'UE à l'Est. Dans la conception stratégique traditionnelle russe, le pays est entouré de voisins – amis, qui constituent sa zone d'intérêts vitaux considérée également comme le glacis de sécurité de la Russie, la protégeant des menaces extérieures. Ces voisins, après avoir fait partie du bloc de l'est, voire de l'URSS, devaient après la chute de cette dernière rester sous l'influence de la Russie. Cette dernière a tenté de reconstruire des formes d'organisations supranationales par des coopérations au niveau principalement économique entre États indépendants, tout en gardant un certain leadership sur leurs membres (la Communauté des États Indépendants, l'Union économique eurasiatique²). Depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000, l'UE s'est rapprochée de plus en plus de cette zone traditionnelle d'influence russe. Des pays anciennement membres du Pacte de Varsovie, tels que la Pologne et les États baltes, ont intégré l'Union européenne, voire pire encore du point de vue russe, l'OTAN (et ce malgré une promesse - certes non conventionnelle - faite par l'administration Bush le 9 février 1990 que l'OTAN ne s'élargirait pas à l'Est³). Dans ses frontières élargies à l'Est, l'UE déploie désormais son influence chez de nouveaux voisins, dont l'Ukraine et la Géorgie, qui encore plus que les précédents, sont considérés par la Russie comme sa sphère d'influence privilégiée, ces pays ayant été d'anciennes républiques soviétiques (la perception russe de l'Ukraine étant par ailleurs très chargée émotionnellement, étant donné les références historiques et culturelles partagés). La concurrence s'accroît entre les organisations occidentales – l'UE et l'OTAN – et la Russie, dont les systèmes de valeurs et de normes ne se recoupent pas et sont même parfois incompatibles (le respect des règles du marché intérieur de l'UE est par exemple incompatible

² La CEI a été créée après la chute de l'URSS afin de maintenir une continuité dans les échanges qui existaient dans l'espace soviétique. Les douze États nouvellement formés en ont été membres, mais aujourd'hui, la Géorgie et l'Ukraine ont quitté l'organisation du fait des tensions existant avec la Russie. L'UEEA a quant à elle été lancée en 2015 pour aller vers une intégration intergouvernementale entre zone de libre-échange et union douanière. Elle regroupe pour le moment, outre la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizistan.

³ Une promesse non conventionnelle signifie qu'elle n'a pas donné lieu à un accord de droit international liant les parties concernées.

<http://www.iris-france.org/104531-lelargissement-de-lotan-et-la-russie-promesse-tenue/>

avec une adhésion à l'UEEA qui est une union douanière imposant un tarif extérieur commun⁴) mais que chacun cherche à imposer dans la région.

Ces éléments permettent de comprendre dans une large mesure la situation géopolitique actuelle dans l'espace post-soviétique : des pays traversés par des tensions sécessionnistes, disputés entre deux grands pôles cherchant à étendre – ou maintenir – leur influence. Ainsi se dessine la position de la Russie qui tiendrait davantage de la défense d'un certain statut international que d'un impérialisme renaissant.

Une politique étrangère russe dirigée avant tout vers un grand objectif : être une puissance régionale

Le maintien du *statu quo* - outil de la politique étrangère russe

La chute de l'URSS a constitué un traumatisme fort dans l'esprit russe. D'un empire dans un monde bipolaire, la Russie est devenue un pays défait, décomposé, à la situation économique catastrophique, et en retrait sur la scène internationale. C'est à partir des années 2000 que le pays a commencé à se redresser (notamment grâce à la hausse des prix des hydrocarbures, dont la Russie est richement dotée). Cette période de reprise économique est concomitante à l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, qui aspire à restaurer le statut de puissance régionale de la Russie. Dans ce contexte, nous pouvons alors comprendre les conflits gelés de l'espace post-soviétique comme un outil de politique étrangère entre les mains du Kremlin. Moscou s'implique fortement dans ces conflits, jouant à la fois le rôle de provocateur et de médiateur. En menaçant de relancer la dynamique des hostilités, qui pourraient mener à l'amputation définitive d'une partie du territoire de l'État concerné, ou simplement d'adopter une position défavorable à ce dernier, Moscou cherche à se donner la possibilité de peser sur l'avenir des anciennes républiques soviétiques. En maintenant le *statu quo* autour d'un territoire non

⁴ <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/union-europeenne-et-union-economique-eurasienne-co.html>

reconnu au statut juridique incertain, elle peut influencer sur les décisions de politique intérieure et extérieure, et s'assurer de la prise en compte de ses intérêts, notamment afin de faire blocage à une orientation vers l'Occident de ses alliés naturels. le Kremlin procède donc à une instrumentalisation de ces conflits : il démontre sa capacité de nuisance par le recours au séparatisme venant menacer la stabilité de ces États et devant les contraindre à revenir vers lui.

Dans les premiers temps, cette stratégie visait à pousser ses voisins à rejoindre la CEI – cadre dans lequel la Russie tentait de reconstruire des relations de proximité avec les anciennes républiques soviétiques. Ainsi, la Moldavie, qui recherchait une médiation favorable de Moscou dans son conflit avec la Transnistrie, a relancé sa participation à la CEI. Il en est allé de même pour l'Azerbaïdjan qui a adhéré à la CEI en 1993 afin d'obtenir une position russe équilibrée dans le conflit du Haut-Karabakh, et pour la Géorgie la même année lors d'un embrasement de la population abkhaze. Aujourd'hui, les chercheurs soutiennent que l'objectif poursuivi par la Russie à travers ces conflits gelés, est de lutter contre le renforcement d'autres acteurs dans sa zone d'influence, principalement l'UE et l'OTAN, qui s'élargissent et attirent de manière croissante ses partenaires moldave, géorgien, ukrainien, arménien.⁵ Le lancement du Partenariat oriental, les négociations autour des Accords d'association avec l'Union européenne, les discussions avec l'OTAN lors du sommet de Bucarest en 2008 ; toutes ces initiatives sont apparues comme des risques pour le maintien de l'influence russe. Nous assistons au cours de la même période à une accentuation des tensions avec les séparatistes, qui aboutissent à une guerre en Géorgie en 2008⁶, ainsi qu'à l'annexion de la Crimée et à la guerre civile dans le sud-est de l'Ukraine en 2014, à la suite des événements de Maïdan⁷. Dans ce cadre, attiser les mouvements séparatistes constitue une méthode efficace pour faire obstacle à toute forme d'adhésion aux organisations occidentales. En effet, face à la déstabilisation du pays, le gouvernement central est détourné et bloqué dans ses efforts de réformes nécessaires à un

⁵MARKEDONOV Sergueï, « Les conflits gelés en ex-URSS : que veut la Russie ? ». In : DUBIEN Arnaud (Dir.), *Russie 2016 - Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, Editions L'Inventaire, 2016, pp. 116 - 126

⁶ Crise au cours de laquelle l'UE a eu le rôle de médiateur, avec la France à la présidence du Conseil, mais dont le succès est à relativiser. Voir les analyses de Silvia Serrano : <https://information.tv5monde.com/info/guerre-de-2008-en-georgie-le-cadeau-de-la-france-la-russie-4434>

⁷ Maïdan est le nom de la place de l'indépendance à Kiev, qui a été le théâtre de manifestations dès novembre 2013, déclenchées par la décision du président Viktor Ianoukovitch de ne pas signer les Accords d'association avec l'UE. Ces manifestations ont provoqué une escalade de la violence entre manifestants et forces de l'ordre, la destitution du président Ianoukovitch par le Parlement le 22 février 2014, et la mise en place d'un nouveau gouvernement dit pro-européen.

rapprochement avec l'Union européenne, et un État instable connaissant un conflit interne ne peut intégrer l'OTAN. Il semble que cette stratégie ait opéré en Arménie, qui a renoncé aux Accords d'association avec l'Union européenne en 2013, afin de s'assurer de l'absence de nuisance russe dans le conflit du Haut-Karabakh. Par ailleurs, les Accords de Minsk sont assez révélateurs des objectifs poursuivis par Moscou, qui demande une garantie constitutionnelle d'autonomie pour les régions du Donbass (les républiques auto-proclamées de Donetsk et de Lougansk). Elle s'assure ainsi que l'Ukraine ne puisse adhérer à l'OTAN, car ces dernières s'y opposeraient, tout en lui permettant de conserver une influence sur le pays, par l'intermédiaire de ces régions. Si la Russie se préoccupe tant des orientations de ses voisins vers les organisations occidentales, c'est en raison des risques importants qu'elles constituent pour le grand objectif de la Russie sous Vladimir Poutine : se positionner comme une puissance régionale.

Une stratégie révisionniste et défensive

À bien observer la stratégie de politique étrangère russe, il ne semble pas pertinent de parler du retour d'un impérialisme russe. Il paraît très peu probable que la volonté du Kremlin soit d'envahir la Pologne ou les pays baltes, malgré les inquiétudes que ces derniers ont pu exprimer. Il n'affiche pas non plus l'ambition d'annexer les territoires sécessionnistes de l'espace post-soviétique. Contrairement aux craintes qui ont pu être entendues, la politique de Moscou vis-à-vis des conflits gelés reste largement inchangée à la suite de la crise ukrainienne. Rattacher la Crimée à la Fédération de Russie comme elle l'a fait a eu un coût politique et diplomatique important. Ce risque a été pris car le pouvoir russe sentait ses positions et intérêts menacés par les événements de Maïdan et la formation du nouveau gouvernement ukrainien très pro-européen. Selon Sergueï Markedonov⁸ - expert au Conseil russe pour les affaires internationales - il n'y aurait pas de stratégie géopolitique globale établie par Moscou pour gérer ces conflits, qui pratique plutôt un révisionnisme sélectif selon ses intérêts, avec des positions différenciées selon les conflits. La politique russe envers les entités sécessionnistes géorgiennes a abouti à la reconnaissance en 2008 de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, contre l'intégrité territoriale de la Géorgie. La Transnistrie et le Haut-Karabakh, toutefois, ne

⁸ MARKEDONOV Sergueï, «Les conflits gelés en ex-URSS : que veut la Russie ? », *op.cit.*

sont pas reconnus comme indépendants par le gouvernement russe, qui reconnaît l'intégrité territoriale de la Moldavie et de l'Azerbaïdjan.

Il ne s'agit pas là d'une politique de déstabilisation planifiée, mais plutôt d'une politique réactive, voire défensive, adaptée au cas par cas. Si la Russie en est venue au point de rompre *le statu quo* et d'intervenir militairement en Géorgie en 2008, c'est en réaction à la situation interne au pays, qui risquait de tourner en sa défaveur étant donné le discours anti-russe adopté par Mikheil Saakachvili (président de Géorgie de 2004 à 2013) et sa volonté de se rapprocher de l'Occident, plus particulièrement de l'OTAN. Et si Moscou s'est risquée à aller au bout de la logique révisionniste au point d'annexer la Crimée et d'intervenir comme elle l'a fait dans le Donbass, c'est probablement parce que les événements de Maïdan et les suites qui s'annonçaient ont été perçus comme une grave menace pour les intérêts russes dans la région. Par ailleurs, il ne faut pas oublier le rapport très particulier qu'entretient la Russie avec l'Ukraine, un pays « frère » dont il est attendu qu'il soit un partenaire prioritaire et essentiel, et plus encore avec la Crimée considérée comme un territoire avant tout russe du point de vue historique, ethnique, et identitaire.⁹ Il n'y a donc pas eu, en tout cas jusqu'à présent, de répétition du scénario criméen d'annexion dans le reste de la région, car le *statu quo* favorable au gouvernement russe et sur lequel il garde la main n'est pas remis en cause. Il n'a donc pas eu besoin de changer une nouvelle fois les règles du jeu. Malgré le souhait exprimé par l'Ossétie du Sud d'intégrer la Fédération, Moscou n'y trouverait pas un grand intérêt, d'autant qu'il y a une volonté de normalisation des relations avec l'État géorgien depuis le départ de Mikheil Saakachvili. Dans le conflit moldave, Moscou dispose d'une marge de manœuvre en menaçant de reconnaître l'indépendance de la Transnistrie si la Moldavie venait à abandonner son statut de neutralité, et n'a donc pas intérêt à voir le conflit se dégeler. Par ailleurs, bien que la Russie apporte son soutien aux séparatistes du Donbass, elle ne reconnaît pas officiellement les deux républiques auto-proclamées de Donetsk et de Lougansk. On peut donc en venir à penser que la Russie ne recherche pas nécessairement la résolution du conflit dans l'est de l'Ukraine, mais plutôt qu'il devienne à son tour gelé, pour pouvoir contrôler les développements internes et externes du pays.

⁹ Voir l'ouvrage d'Emmanuelle Armandon : *La Crimée entre Russie et Ukraine – Un conflit qui n'a pas eu lieu*, Bruxelles, Editions Bruylant, 2013

Ainsi, contrairement à certains discours sur le comportement impérialiste de Moscou qui chercherait à reconstituer son ancien empire, il semblerait que cette dernière n'ait aucune intention d'annexer le Donbass. En effet, provoquer davantage la communauté internationale irait à l'encontre des intérêts russes, après les fortes répercussions suite à l'annexion de la Crimée. Il n'y aurait donc pas de danger immédiat d'une nouvelle escalade sous l'impulsion de Moscou dans l'un des conflits gelés. On peut, à l'inverse, s'attendre à ce que le gouvernement russe reste dans sa stratégie de déstabilisation calculée et contrôlée.

Russie et Union européenne : deux puissances régionales dans un espace partagé

Il semble très improbable qu'un dégel de ces conflits de l'espace post-soviétique ne se produise : bien au contraire, un nouveau semble se geler actuellement dans la région du Donbass. Afin d'apaiser les tensions, ou au moins éviter qu'elles ne s'amplifient, il serait important que l'UE comprenne la perception russe de son voisinage et ses objectifs de politique étrangère.

La Russie défend une vision du monde multipolaire, par opposition au modèle hégémonique construit par les États-Unis après la fin de la Guerre froide. Elle considère que la scène internationale est habitée de plusieurs pôles de puissance, qui sont des pôles régionaux dotés de leur zone d'influence, leur modèle, leurs normes, et que la Russie serait l'un de ces pôles. Celle-ci s'oppose au modèle occidental qui cherche à exporter son modèle politique, ses normes et ses valeurs toujours plus loin. Elle défend un modèle qui lui est propre, très différent de celui promu par l'Union européenne, et ce dans un même espace. Dans la vision russe initiale après la chute de l'URSS, la Russie et l'Union européenne constituent deux puissances régionales qui cohabitent dans un espace régional partagé. Dans cet espace, la Russie devrait disposer de sa zone d'influence, et l'Union européenne d'une autre. Mais avec l'avancée de l'Union européenne à l'Est, ce schéma se fissure...

Sans défendre l'idée que l'Union européenne devrait éviter de se rapprocher de pays comme l'Ukraine ou la Géorgie si telle est la volonté de ces États, il est important qu'elle prenne conscience des intérêts de la Russie dans la région, et de les intégrer dans ses prises de décision. Cela n'a pas été suffisamment fait par le passé : l'UE est allée proposer des accords d'association à un pays comme l'Ukraine, dont personne n'ignore la signification historique et émotionnelle dans les esprits russes, et ce sans anticiper pleinement la réaction de la Russie. Les grandes organisations occidentales animées de la volonté de s'étendre, l'UE et l'OTAN, devraient prendre en compte la spécificité de la Russie dans son histoire, son identité et sa doctrine. L'erreur faite lors de l'éclatement du bloc soviétique, tandis que les Russes souhaitaient que leur pays soit perçu comme un égal et un pôle de puissance au même titre que l'Union européenne, fut de traiter la Russie comme les autres pays de l'espace post-soviétique. Si à l'époque de la chute de l'URSS, la Russie n'avait pas les moyens de s'affirmer sur la scène internationale, elle défend aujourd'hui ce statut de plusieurs façons. Il serait opportun d'ouvrir un dialogue sur un pied d'égalité, plutôt que de promouvoir une exportation du modèle de société européen. Il s'agit de cette façon de travailler à la formation d'une confiance réciproque, en évitant les actes de provocation. Dans ce cadre, les sanctions occidentales visant la Russie apparaissent contre-productives, et nourrissent plutôt une défiance et un éloignement croissants. Si égalité et confiance parviennent à s'établir dans la relation entre l'Union européenne et la Russie, alors peut-être les possibilités de dialogue et de négociations s'élargiront-elles.

Conclusion

Ces conflits gelés constituent des foyers d'instabilité et par conséquent un risque sécuritaire pour le continent, mis en lumière par le conflit ukrainien. Leur dégel pourrait entraîner le démantèlement des États concernés. Mais il semble que Moscou n'ait pas l'intention de précipiter les événements, ni de pousser vers leur résolution, car ses positions actuelles risqueraient à terme d'en pâtir. Le gouvernement russe détient une clé essentielle au règlement des conflits gelés, qui ne peuvent être traités sans son implication. Cela nécessiterait probablement un nouveau tournant dans la politique de la Russie, qui s'adapterait à son état de puissance post-impériale, en modernisant ses liens avec son ancien empire, fondés désormais sur la coopération volontaire. Par ailleurs, la résolution de ces conflits demanderait, selon Alexandre Nikitine, professeur au MGIMO, une coopération avec les autres acteurs de la région

(l'Union européenne et l'OTAN notamment) qui doivent reconnaître à leur tour le rôle essentiel de la Russie dans ce processus.¹⁰ Sans volonté de dialogue profond et de compromis sur ces sujets, la situation en Ukraine et les autres conflits sont amenés à rester en suspens. Au-delà de ces acteurs extérieurs, la question de la résolution des conflits gelés relève aussi de la volonté et de la capacité des gouvernements concernés, ainsi que de celles des entités séparatistes, à trouver une solution politique au conflit. Si l'on considère la situation dans le Donbass, une telle volonté ne semble pas d'actualité. La vie s'y organise de manière de plus en plus déconnectée du reste du pays, la région se dotant progressivement des attributs de la souveraineté tout en adoptant des aspects russes, tels que l'ouverture d'une Banque centrale républicaine et la mise en circulation du rouble.

Il ne faut ainsi probablement pas voir dans les initiatives aux apparences belliqueuses de la Russie une volonté néo-impériale d'hégémonie territoriale, mais plutôt une volonté de leadership régional, que la concurrence avec les organisations occidentales et leur diplomatie maladroite rendent plus agressive. Il faut considérer l'espace post-soviétique dans une approche systémique : l'ensemble des acteurs concernés, leurs positions et intérêts doivent être pris en compte pour formuler des décisions politiques éclairées par une vision globale de la situation.

¹⁰ DE TINGUY Anne (dir.), *Moscou et le monde : l'ambition de la grandeur, une illusion ?* Paris, Editions Autrement, janvier 2008

Bibliographie

Ouvrages

- DE TINGUY Anne (dir.), *Moscou et le monde : l'ambition de la grandeur, une illusion ?* Paris, Editions Autrement, janvier 2008
- FISCHER Sabine (dir.) *Not frozen ! The unresolved conflicts over Transnistria, Abkhazia, South Ossetia and Nagorno-Karabakh in light of the crisis over Ukraine*, Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, 2016, www.swp-berlin.org
- MARKEDONOV Sergueï, « Les conflits gelés en ex-URSS : que veut la Russie ? ». In : DUBIEN Arnaud (Dir.), *Russie 2016 - Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, Editions L'Inventaire, 2016, pp. 116 - 126

Articles

- IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », *Politique étrangère* 2014/2 (Eté), p. 81-93, 2014
- LAFON Jordi, « Entretien avec Xavier Follebouck: 'L'aspect identitaire des conflits rend tout compromis impossible' », *Regard sur l'est*, 20 septembre 2016
- MARKEDONOV Sergueï, « The dangerous thaw in the 'frozen conflicts' in the post-soviet space », *Foreign Policy*, 6 août 2014
- MERLIN Aude, « Les conflits gelés et/ou non résolus sont-ils insolubles ? Les cas du Karabakh et de l'Abkhazie » In : DE TINGUY Anne (Dir.), « Regards sur l'Eurasie - L'année politique 2016 », *Les Etudes du CERI* (N°228-229), Février 2017
- ORTTUNG Robert, WALKER Christopher, « Putin's frozen conflicts », *Foreign Policy*, 13 février 2015

Articles de presse

- DORMAN Veronika, « La stratégie des conflits gelés », *Libération*, 17 décembre 2014
- LASSERRE Isabelle, « La guerre en Ukraine est-elle devenue un conflit gelé ? », *Le Figaro*, 5 juin 2016
- RAMIREZ Loïc, « Le Donbass apprend à vivre sans Kiev », *Le Monde diplomatique*, Mai 2017

- VERNET Daniel, « Longue vie aux « conflits gelés ! » par Daniel Vernet », *Le Monde*, 11 décembre 2007
- VITKINE Benoît, « Moscou reconnaît les passeports des entités séparatistes ukrainiennes », *Le Monde*, 20 février 2017

Mémoire

- LANGLOIS Arthur, *La politique russe sur les conflits gelés de l'espace postsoviétique*. Institut d'études politiques de Toulouse, 2016, 95p.

Sites internet

- IRIS, *L'Ukraine dans l'impasse : une crise qui s'enlise. Le point de vue de Arnaud Dubien [en ligne]* (mis en ligne le 10 mars 2017). Disponible sur : <http://www.iris-france.org/90230-lukraine-dans-limpasse-une-crise-qui-senlise/>
- REPRÉSENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRÈS DE L'OSCE, *Les conflits gelés dans la zone OSCE [en ligne]* (mis à jour le 11/08/2016). Disponible sur : <https://osce.delegfrance.org/Les-conflits-geles-dans-la-zone,86>

Think-tank européen social-démocrate, EuroCité se donne pour but de contribuer au développement d'une vision et d'un programme progressistes pour l'Europe, par le biais de publications de qualité et d'évènements fédérateurs. EuroCité se veut un laboratoire du militantisme européen et un incubateur d'idées plurinationales, novateur et dynamique.
